

pement technique qui la rend démesurément coûteuse, si nous songeons à la poursuivre.

A cause du redressement économique de l'Europe et de la cristallisation d'intérêts stratégiques distincts en Europe, les motifs de la présence de forces canadiennes sur ce continent ont disparu. Le caractère temporaire de notre engagement initial dans les forces de l'OTAN en Europe doit être réaffirmé et nous devrions anticiper un retrait de nos forces dans un délai maximum de cinq ans. La force de frappe et de reconnaissance ainsi que la brigade lourde devraient disparaître graduellement et être remplacées par une force mobile renforcée. Dans aucun cas ne devrions-nous nous équiper de nouveau de façon à nous enfermer au sein de l'OTAN dans un rôle qui nous empêcherait de nous en retirer militairement bientôt.

En dernier lieu, je prétends que le NORAD et l'OTAN sont des instruments de discussion, et peut-être aussi de consultation, quoique ces avantages intangibles paraissent marginaux. Néanmoins, des avantages certains...

Une voix: Vous me décevez, John.

M. Roberts: Eh bien, j'ai été déçu du discours du chef de l'opposition (M. Stanfield). Ce discours était purement négatif. On me dit qu'il l'a prononcé hier; malheureusement, je n'ai pu en prendre connaissance que dans le hansard aujourd'hui. Il ne contient pas une seule remarque constructive. Si ce discours constituait l'expression de la politique étrangère du parti conservateur, ce serait un fiasco.

Aujourd'hui, le chef de l'opposition à la Chambre des communes a refusé le consentement unanime au secrétaire d'État aux Affaires extérieures pour qu'il continue son discours.

Une voix: C'était un ordre de la Chambre, jeune homme.

M. Roberts: C'est mesquin de sa part, pourtant il ne l'est pas d'habitude. Le chef de l'opposition n'a pas été seulement mesquin dans ses commentaires sur la politique étrangère du gouvernement; il a mal agi en déformant le rapport de notre position.

Une voix: C'est absurde.

M. Roberts: Tous ces propos sur l'Isolationnisme et la forteresse de l'Amérique nous ont causé beaucoup de tort. Si l'on prend la peine de lire ce que le premier ministre (M. Trudeau) a déclaré récemment à Calgary, on verra quelle est l'attitude du gouvernement en matière de politique étrangère. Notre premier ministre a dit que notre politique étrangère doit servir l'intérêt national, comme elle

le fait, bien sûr. Dans son discours, l'autre soir il a poursuivi:

... quand je parle d'intérêt national, je ne veux pas me limiter de façon égoïste à ce qui se passe au Canada. C'est dans l'intérêt national de diminuer les tensions dans le monde, tensions qui résultent du fait que les deux tiers de la population mondiale se couchent chaque soir en ayant faim, que les deux tiers de l'humanité sont pauvres alors que le reste est riche, tensions qui découlent de cette grande lutte idéologique entre l'Est et l'Ouest.

C'est là le but de notre politique étrangère qui n'a aucun rapport avec l'isolationnisme, la forteresse Amérique, ni même avec le Vietnam. D'ailleurs, quand on étudie le discours du premier ministre à la Chambre des communes, on s'aperçoit que parmi les cinq propositions qu'il a présentées, certaines ont trait au maintien de la paix, à la limitation des armements et à une augmentation de notre contribution sous forme de ressources destinées à l'aide extérieure. Tout cela n'a rien de commun à l'isolationnisme ou à un projet de retranchement dans la forteresse Amérique. Cette façon d'aborder le problème n'est pas du tout semblable à celle qu'a décrite avec inexactitude le chef de l'opposition.

Une voix: Voyons, John, soyons honnêtes.

M. Roberts: Nous ne pouvons nous retrancher dans une forteresse Amérique, ni adopter une politique isolationniste ou nord-américaine.

Des voix: Bravo!

M. Roberts: Je sais que si j'avais la parole assez longtemps, mes honorables amis finiraient par m'appuyer.

M. Alexander: C'est parce que vous arrivez au cœur du sujet.

M. Roberts: Même les slogans démodés du chef de l'opposition ne sauraient tenir lieu de politique extérieure. L'isolationnisme est une idée démodée. Nous n'avons pas le droit d'ignorer ce qui se passe en dehors de notre continent. Nous ne pouvons espérer voir la paix s'instaurer de façon permanente si nous avons notre politique extérieure sur l'isolationnisme et le continentalisme. Je dirais donc que la politique extérieure du gouvernement n'est pas conçue de façon à pouvoir s'adapter à l'isolationnisme. C'est pure folie dans notre politique extérieure que d'adopter en quelque sorte une attitude de rétroviseur et de décider qu'on doit faire à l'avenir ce qui a été fait par le passé. En agissant ainsi, on néglige de tenir compte des vraies menaces à notre sécurité dans le monde d'aujourd'hui. Il est inutile de vouloir livrer de nouveau les combats d'antan.

Une voix: Qui a écrit ça, John?